

Périgueux le, 14 janvier 2010

## LE 21 JANVIER UNIS POUR LES SERVICES PUBLICS !

**Le gouvernement s'est engagé frontalement dans une série de réformes des collectivités territoriales et de leur autonomie financière.**

Complété par la réforme de la taxe professionnelle et les attaques contre le Statut de la Fonction publique, le projet de réforme territoriale vise trois des socles du pacte républicain : la démocratie locale, le financement pérenne des services publics et le Statut comme garantie pour toutes les citoyennes et citoyens d'un service public égalitaire.

Autant dire, que, privées d'autonomie financière, les collectivités locales deviendront à terme un service déconcentré de l'État.

Ces réformes et projets font peser de très lourds dangers sur les missions des services publics territoriaux, ainsi que sur l'emploi public et le statut des fonctionnaires territoriaux.

**Elles menacent directement la place des collectivités locales au sein de la République et la conception même que nous avons des services publics ; conception issue du Conseil National de la Résistance, qui est notre patrimoine commun.**

La suppression de la taxe professionnelle, l'asphyxie des ressources des collectivités locales, visent à conduire de fait à la généralisation de la Révision Générale des Politiques Publiques au sein des collectivités, déjà en œuvre à l'État avec le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Les conséquences en seront la limitation des activités de services publics et le transfert de pans entiers d'activités, assurées aujourd'hui en régie, vers le secteur privé, voire au final à leur abandon.

Or les collectivités locales représentent 73% de l'investissement public dont le rôle s'avère particulièrement important en période de crise. De même, dans sa phase initiale, la décentralisation a permis un développement historique de l'emploi et des services publics territoriaux. Au final, l'organisation territoriale est certes imparfaite mais elle est assise sur une véritable démocratie de proximité que la réduction du nombre des élus locaux et l'éloignement des lieux de décision mettraient à mal.

Partout dans tous les services publics, c'est la même inquiétude, la même pression, sur les missions, sur les services, sur les conditions de travail, sur les salaires et le pouvoir d'achat. Partout c'est la même dégradation du dialogue social, avec de plus en plus de raideur directoriale dans les politiques suivies.

### **La finalité est la même partout !**

Le gouvernement cherche à faire croire que les services publics ne sont plus en capacité de réaliser leurs missions et donc de les confier aux secteur privé.

**Ceci est également vrai pour France Télécom/Orange (ex service public des Télécommunications), La Poste transformée en société anonyme, EDF et GDF (privatisés), la SNCF, l'eau, le logement, les autoroutes (privatisées)...**

**Mais c'est la même stratégie, la même finalité qui est mise en œuvre: supprimer des emplois en masse, contre l'intérêt des Services Publics, de la population et contre l'intérêt des fonctionnaires !**

**C'est chacun son tour mais tout le monde y passe!**

Depuis 1995, les patrons et les responsables politiques ont compris qu'il ne fallait pas s'attaquer à tout le monde en même temps.

C'est chacun son tour pour éviter l'épreuve de force globale.

**Avec la RGPP** (Révision Générales des Politiques Publiques) 8000 suppressions d'emplois en 2007, 11 000 en 2008, 13 000 en 2009, 16 000 en 2010. Ces suppressions d'emplois engendrent des classes surchargées au détriment de la qualité de la formation des jeunes.

Dans les écoles primaires : menace sur l'école maternelle avec la disparition progressive de l'école à 2 ans – réduction du nombre de professeurs pour les enfants en difficulté scolaire (RASED) – manque de professeurs remplaçants.

Dans les collèges et lycées : Manque de professeurs remplaçants – Appel à des vacataires non formés pour enseigner – moins de personnels surveillants – disparition programmée des Conseillers d'Orientation alors que les choix d'orientation sont de plus en plus complexes. La réforme du lycée et la suppression du BEP entraînent une réduction de temps de formation, la baisse des contenus et la disparition de sections.

Conséquences pour les enfants : offre de formation réduite, classes sans professeurs, classes surchargées → moins de chance de réussite pour les plus en difficultés.

**Concernant la santé publique** ; Les Agences Régionales de Santé (ARS) seront toutes puissantes pour restructurer de fond en comble le secteur hospitalier et médico social. La loi Hôpital Santé Patient Territoire induit une concentration des unités de soins qui seront soumises à des impératifs de rentabilité. Les conséquences déjà observées sont des fermetures de nombreux services, d'hôpitaux et des suppressions massives de postes au détriment de la qualité des soins.

#### **Pourquoi y a-t-il des services publics ?**

**Parce qu'il y a des besoins à satisfaire indispensables à la vie de chacun : le droit à l'éducation, la santé, le logement, le transport, l'énergie, l'eau, la communication ... Ils doivent être accessibles à tous quelque soient le revenu, le lieu d'habitation...c'est une question de justice sociale ! de choix de société !**

Nous, fonctionnaires, avons la responsabilité de défendre nos emplois, nos services, nos missions, nos statuts, nos conditions de travail, nos revenus, et la population que nous servons au quotidien!

C'est parce que la présence du service public sur tout le territoire est une nécessité sociale et économique que nous devons nous battre ensemble pour défendre et améliorer nos services publics, et combattre la main mise du privé sur nos missions, en imposant d'autres priorités que l'argent roi, la productivité à tout prix et le profit !

**LE 21 JANVIER LES SYNDICATS CGT DES SERVICES PUBLICS APPELENT A UNE JOURNEE DE GREVE !  
RENDEZ-VOUS A 9H30 A LA BOURSE DU TRAVAIL POUR DEBATTRE EN ASSEMBLEE GENERALE DE CES QUESTIONS ET DES SUITES A DONNER...  
MANIFESTATION A 11H30 AU PALAIS DE JUSTICE**